

Des journalistes de la RTBF arrêtés par la police en plein travail

Le journaliste de la RTBF Himad Messoudi filmait l'action du groupe «Not in my Name» sur le chantier de l'extension du 127 bis lorsque son matériel a été confisqué par la police et lui-même et ses collègues ont été emmenés dans un fourgon de police.

SOPHIE LEROY

Le journaliste Himad Messoudi (RTBF) filmait mercredi matin à Steenokkerzeel, sur le chantier du nouveau centre fermé pour les familles, une extension au site 127 bis. En cette journée mondiale des réfugiés, vers 10h, des personnes du groupe «Not in my Name» ont envahi le chantier pour bloquer sa construction. «Ça s'est passé dans le calme», assurait le journaliste de la RTBF. Mais ensuite, celui-ci s'est vu apostropher par la police. «La caméra a été confisquée», témoignait-il. Et peu avant 13h, la police est entrée sur le site, pour procéder à des arrestations, toujours selon les dires d'Himad Messoudi.

«Nous étions avec trois collègues en train de travailler de façon normale, assure-t-il. Du côté de la police, on nous a demandé d'arrêter de filmer. Cinq minutes après, on nous a carrément pris notre matériel, même mon téléphone.» Le journaliste n'a donc pu terminer son reportage. Il témoignait au JT de 13h de la RTBF grâce à sa montre connectée... dans un fourgon de la police. Il s'est fait embarquer, en compagnie de son collègue Julien Vlassenbroeck et des techniciens. «On nous amène dans un commissariat de police», annonçait-il alors.

Pourquoi?

«Nous n'avons pas eu d'actions particulièrement violentes, nous avons juste filmé ce qu'il s'est passé. Tout comme les personnes de 'Not in my Name' qui ont pris possession des lieux de façon très pacifique.»

«La police nous a empêchés de faire notre travail», concluait le journaliste en route vers un commissariat... Le journaliste et ses collègues ont été libérés par la police de Katse (zone de police Kampenhout-Steenokkerzeel-Zemst) peu après 14h, après près de 2 heures d'arrestation administrative.

Les réactions n'ont pas tardé, condamnant les faits. La RTBF et l'AJP ont dénoncé une «atteinte disproportionnée à la liberté d'informer: l'arrestation administrative de journalistes est une mesure grave, qui ne pourrait se justifier que pour maintenir l'ordre public et la sécurité». L'Association des journalistes professionnels et le média de service public rappellent que «couvrir une manifestation ou un événement, dans un lieu public ou privé, fait partie du droit à l'information et de la liberté d'informer, garantis par la Convention européenne des droits de l'homme et la Constitution».

Le directeur de l'information de la RTBF, Jean-Pierre Jacquemin, a également réagi aux faits: «Il s'agit d'une entrave grave et exceptionnelle à la liberté d'information.»

L'AJP interpellera le Premier ministre Charles Michel et le ministre de l'Intérieur Jan Jambon. La RTBF, quant à elle, envisagera avec ses avocats les recours à mettre en œuvre.

«La police nous a demandé d'arrêter de filmer. Cinq minutes après, on nous a carrément pris notre matériel, même mon téléphone.»

HIMAD MESSOUDI
JOURNALISTE À LA RTBF

«L'expression de la dérive autoritaire du gouvernement»

Pour le ministre des Médias en Fédération Wallonie-Bruxelles, Jean-Claude Marcourt, il s'agit de «l'expression de la dérive autoritaire de ce gouvernement de droite».

«La Belgique est un État de droit. La liberté de la presse est garantie. Le travail de maintien de l'ordre par la police doit être respecté», a déclaré le Premier ministre Charles Michel sur Twitter en ajoutant que «la clarté sera faite».